Voltaire
réseau voltaire.net
magazine quotidien d'analyses internationales

21 mars 2005
N°290 - France : 0,56 € - ISSN : 1762-5157

STRATÉGIE ET GUERRES DE RESSOURCES

L'avenir du gaz naturel

Le marché international du gaz naturel est aussi stratégique que celui du pétrole, mais répond à des impératifs techniques différents, et conduit donc à des rivalités et à des alliances différentes. D'autant qu'il ne peut être transporté aux antipodes et doit se consommer à proximité des lieux de production. Surtout, les conflits d'aujourd'hui portent moins sur le contrôle du marché actuel que sur celui à venir car le gaz naturel restera abondant lorsque le pétrole viendra à manquer.

page 2

Quelle Union européenne ?

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Décidément l'Union européenne n'a pas le même sens pour tous : certains, comme Emma Bonino, y voient un instrument pour prolonger la politique de « démocratisation » de George Bush au Grand-Moyen Orient, d'autres comme Vaclav Klaus s'inquiètent au contraire qu'elle soit trop politique et d'autres encore, tel Jan Maria Rokita, qui n'ont pas tout compris, déplorent être tenus à l'écart du jeu alors que leur pays s'est engagé avec Washington.

page 8

REPÈRE : 18 MARS 2003

Le « Patriot Act » est hors la loi au Nouveau Mexique

Le Congrès du Nouveau-Mexique (États-Unis) adopte, le 18 mars 2003, un loi proclamant la supériorité des libertés constitutionnelles sur les lois anti-terroristes édictées par Washington. Le *Patriot Act* y est qualifié de « *plus grave atteinte à la Constitution et aux valeurs américaines depuis 200 ans* » et les forces de l'ordre ont interdiction expresse de coopérer à toute action manifestement anti-constitutionnelle. Tout policier ou agent public a le droit de refuser de participer à une perquisition, arrestation, écoute ou toute autre action qu'il juge être en contradiction avec les droits et libertés protégés par la Constitution. Les bibliothécaires publics doivent informer le public si le FBI tente de surveiller leurs lectures ou accès Internet. Le délégué d'État du Département de la protection de la patrie (Homeland Security) a obligation de présenter tous les six mois au public une liste de toutes les victimes d'actions anti-constitutionnelles : arrestations secrètes, emprisonnements, surveillance... ■

LE DAKOTA DU SUD FAIT PRESSION SUR LES FEMMES QUI RECOURRENT À L'IVG

Le gouverneur républicain Mike Rounds (en photo, avec sa famille) a signé, le 17 mars 2005, une nouvelle législation de l'avortement pour le Dakota du Sud. Désormais, les femmes qui souhaitent recourir à l'avortement devront être informées par leur médecin des conséquences physiques et mentales auxquelles elles s'exposent. Les questions qu'elles poseront au cours de l'entretien, ainsi que les réponses du médecin, devront être consignées dans leur dossier médical. À l'issue de l'entretien, les femmes devront signer une attestation par laquelle elles reconnaîtront interrompre délibéremment « *une relation existante avec un être humain non-né* » (« *an existing relationship with that unborn human being* », en mettant fin à la vie d'un « *complet, séparé, unique être humain vivant* » (« *a whole, separate, unique, living human being* »).

Les médecins qui ne respecteront pas cette procédure encoureront 30 jours de prison. La loi entrera en vigueur le 1er juillet 2005. Le Parti républicain envisage d'étendre ce dispositif à tous les États qu'il contrôle. ■

Stratégie et guerres de ressources

L'avenir du gaz naturel

Le marché international du gaz naturel est aussi stratégique que celui du pétrole, mais répond à des impératifs techniques différents, et conduit donc à des rivalités et à des alliances différentes. D'autant qu'il ne peut être transporté aux antipodes et doit se consommer à proximité des lieux de production. Surtout, les conflits d'aujourd'hui portent moins sur le contrôle du marché actuel que sur celui à venir car le gaz naturel restera abondant lorsque le pétrole viendra à manquer.

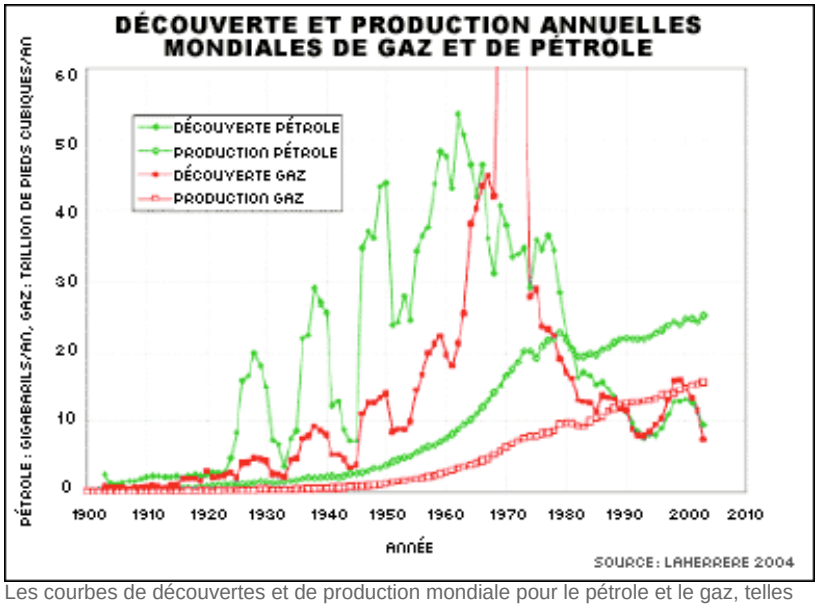
Station d'exploitation du gaz naturel sur le plus grand gisement au monde, celui de North Field (Qatar)

Les économies développées doivent concevoir des politiques qui leur garantissent l'accès aux sources d'énergie. Le pétrole est ainsi devenu un enjeu majeur des relations internationales. Le gaz naturel aussi. Or, ce produit a la particularité de ne pouvoir être facilement transporté qu'à l'échelle continentale. Son attrait suscite donc des alliances et des conflits différents de ceux liés au pétrole.

Dans les deux cas, les estimations de réserves sont politiquement biaisées lorsqu'elles sont publiées globalement par les institutions gouvernementales ou les grandes compagnies. Toutefois, il n'existe pas de cartel, ni d' « Organisation des pays exportateurs de gaz », qui pourraient avoir, en certaines circonstances, intérêt à fausser les estimations. De plus les chiffres des réserves en Russie, le

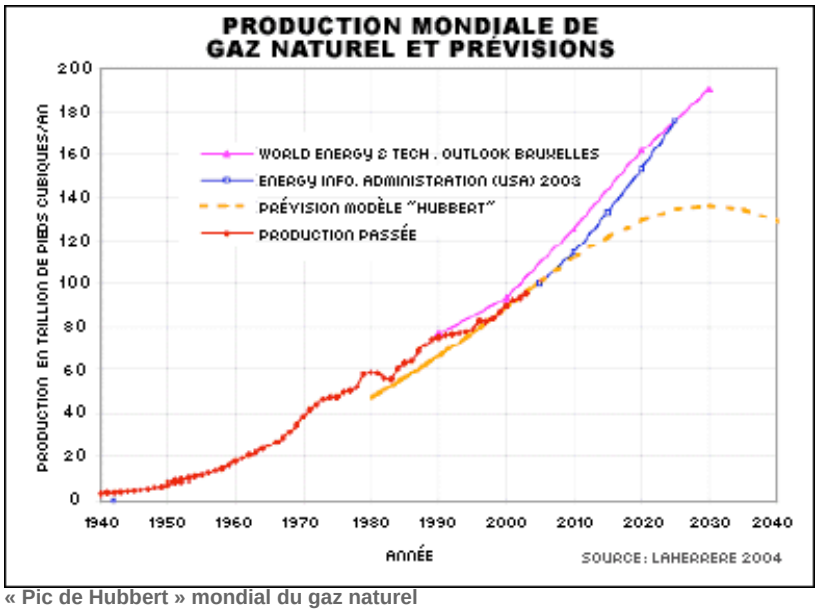
pays le mieux doté, ne sont pas secret d'État, contrairement à ceux du pétrole. Les estimations sont plus fiables lorsqu'elles sont publiées, à des fins techniques, par les compagnies « éclaireurs » (*scout companies*). C'est sur elles que nous nous baserons pour cette analyse.

L'Association pour l'étude du pic mondial de la production pétrolière (Association for the Study of Peak Oil, ASPO) s'intéresse également aux réserves et à la production mondiale de gaz naturel, en se basant autant que possible sur les données techniques. Celles-ci sont habituellement vendues à prix d'or, car en plus de leur valeur stratégique, elles sont difficiles à établir. Les sociétés spécialisées dans leur publication, comme Petrologistics (Genève), doivent les collecter partout dans le monde, sur le terrain, afin de contourner les « filtres » politiques et commerciaux. Dans une étude publiée en 2004, Jean Laherrère, géologue pétrolier et co-fondateur de l'ASPO, a tenté de dresser l'état des lieux du gaz naturel sur le plan mondial [1]. Ses graphiques constituent un outil précieux, notamment pour comprendre la dynamique impériale anglo-saxonne et les enjeux de l'élargissement et de l'intégration économique européenne.



Les courbes de découvertes et de production mondiale pour le pétrole et le gaz, telles qu'établies par Jean Laherrère à partir des données techniques.

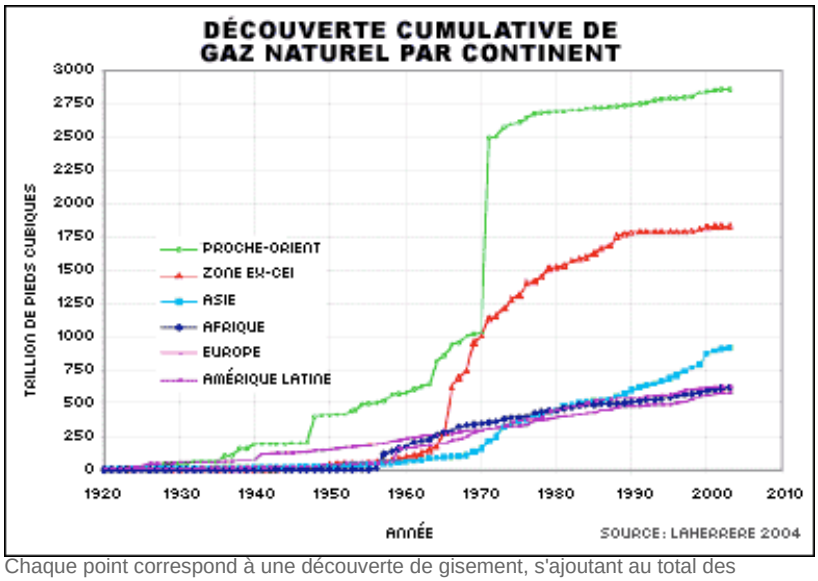
Si les États-Unis sont dans une situation très critique concernant leur approvisionnement futur en gaz naturel, l'Europe n'est guère mieux lotie. Cependant leurs situations géographiques respectives les conduisent à agir différemment. L'Europe est située à proximité de ses fournisseurs (Russie, Proche-Orient) et a tout intérêt à se rapprocher politiquement d'eux. Au contraire, l'Amérique du Nord doit faire face à une situation d'isolement qui pousse son industrie de l'énergie à vouloir s'imposer là où se situeront l'action et les profits. Ce facteur engendre inévitablement l'ingérence, la division par l'intérêt privé et la corruption des élites.



« Pic de Hubbert » mondial du gaz naturel
Modélisée à partir de données techniques sur la production mondiale, la projection de Jean Laherrère (ASPO) situe le pic global de production de gaz naturel en 2030. On constate la disparité avec les projections « politiques » des institutions européennes et états-uniennes.

Les inquiétudes globales

La demande mondiale projetée en gaz naturel est démesurée. D'une part, il s'agit d'une source d'énergie très pratique, utilisable quasiment sans transformations, facilement transportable à l'échelle continentale. D'autre part, le pic de sa production mondiale (2030, selon l'ASPO) interviendra environ 20 ans après celui du pétrole (2007, toujours selon l'ASPO) ; ce qui en fait dans beaucoup de prévisions l'énergie fossile de transition idéale. Les projections tablent donc sur un rythme de croissance de la production du gaz naturel double de celui escompté pour le pétrole ! Pourtant les experts indépendants s'inquiètent du fait qu'une bonne partie des réserves « prouvées » de gaz naturel sont situées dans des zones jusqu'à présent inexploitées. Leur étendue n'est pas encore confirmée par des taux de production attestant de l'ampleur des réserves. On mise donc sur des réserves théoriques, qui pourraient s'avérer moindres.



Chaque point correspond à une découverte de gisement, s'ajoutant au total des réserves déjà découvertes. Le bond impressionnant des réserves du Moyen-Orient, en

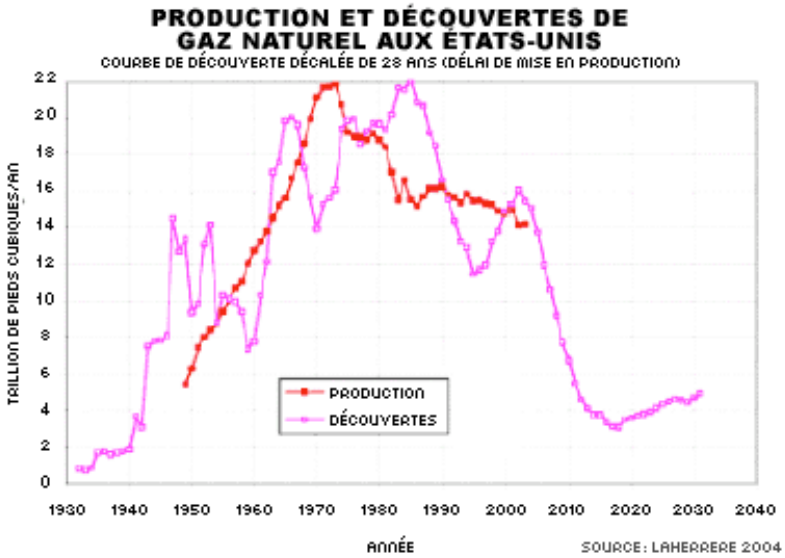
FOCUS

1970, correspond à la découverte du plus gros gisement de gaz naturel au monde, celui de North Field (Qatar). On constate par ailleurs la concentration des réserves au Moyen-Orient et dans l'ex-CEI.

En examinant la liste des principaux pays producteurs de gaz naturel, on s'aperçoit que nombre d'entre eux connaissent actuellement un déclin, souvent irréversible. Matt Simmons, membre de l'ASPO et Pdg de Simmons Co. International [2], estime que la production globale doit augmenter de 20 % pour être à la hauteur de la demande, alors que 65 % des gisements sont en déclin [3]. De surcroît, ajoute Simmons, une caractéristique du gaz naturel est le fait que le déclin de sa production est généralement brutal, pour des raisons physiques évidentes liées à sa volatilité. Ainsi, en Amérique du Nord actuellement, un puits de gaz naturel mis en production perd en moyenne 80 % de son rendement en une seule année !

En bref, une fois de plus la préoccupation globale aujourd'hui n'est pas de savoir d'où viendront les ressources attendues par les pays en développement (rien n'est prévu pour eux et ils ne pourront pas rivaliser sur un marché dirigé par la demande), mais plutôt où les pays développés vont s'approvisionner quand la crise sera vraiment là.

Régionalement, les choses se compliquent



Avant de produire des ressources fossiles, il faut les découvrir. Ainsi, en décalant la courbe de découvertes de 28 ans, on peut établir une estimation de la production future. Dans ce cas précis, la tendance ne fait pas de doute.

Pour ce qui concerne l'Amérique du Nord, le constat, tant sur le plan des réserves que de la production en cours, est plus que préoccupant. La courbe de découvertes pour les États-Unis, décalée de 28 ans afin de refléter la production, illustre tout à fait les propos de Simmons : la production a connu un déclin relativement lent depuis 30 ans, car la demande était inhibée par la politique énergétique, alors que le nombre de forages explosait pour compenser la baisse de productivité par puits. Dorénavant la demande grimpe, mais la production du continent est au bord de la falaise.

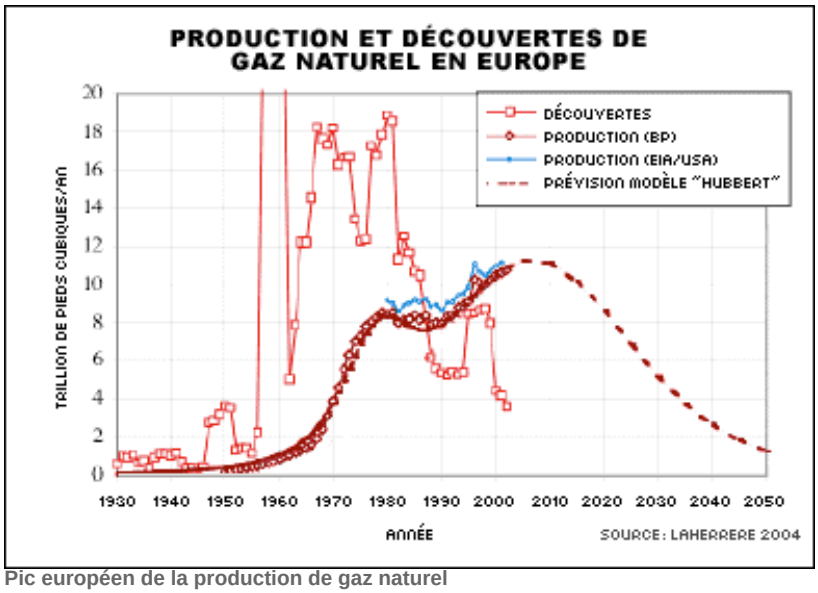
Le marché régional est donc à saturation. Seule solution, l'acheminement par pipeline géant en provenance de Russie via l'Alaska, ou une infrastructure de

transport maritime d'envergure jamais égalée, avec usines de liquéfaction, terminaux adaptés, méthaniers etc. Le coût de transport du gaz naturel étant cinq fois plus élevé que celui du pétrole, la proximité des producteurs et des consommateurs compte énormément. D'autant qu'en moyenne 35 % de la production d'un puits de gaz naturel est consommée par les processus de liquéfaction cryogénique et de transport. Dans ces conditions, il est également urgent pour les compagnies chargées d'approvisionner l'économie états-unienne d'accaparer un maximum de capital et de retours sur investissements, y compris dans les projets qui ne concernent pas directement les États-Unis.

On a pu ainsi constater les prémices de la politique d'urgence d'approvisionnement en gaz naturel des États-Unis lors de la tentative de coup d'État en Guinée équatoriale, où la compagnie Amerada Hess devait conclure un contrat pour la fabrication de la plus grosse usine de liquéfaction au monde... à l'issue du coup d'État soutenu par les services anglo-saxons [4].

L'Afrique connaît d'ailleurs une nette augmentation de production, accompagnée d'une augmentation de ses exportations. C'est-à-dire qu'elle consomme peu de l'énergie dont elle dispose et, de ce fait, ne peut pas se développer.

Simmons estime qu'il faut 40 nouveaux grands projets de gaz naturel liquéfié dans les 6 ans à venir pour compenser la perte de production locale. Malgré les importants projets offshore brésiliens, l'Amérique du Sud est peu ou prou dans la même situation, à l'exception du fait qu'elle n'a ni le capital ni la puissance militaire pour répondre à la crise. Elle est en revanche moins dépendante du gaz naturel pour la pérennité de son économie.



Pic européen de la production de gaz naturel
Avec un déclin de la production intervenant à partir de 2010, l'EUrope va se tourner vers la Russie et le Moyen-Orient principalement pour son approvisionnement.

L'Europe est elle aussi confrontée à une baisse brutale et imminente de sa production. Mais elle dispose d'un atout majeur, sa proximité géographique avec les deux régions productrices, à savoir l'ex-Union soviétique et le Proche-Orient, qui sont déjà des partenaires économiques majeurs. Avec des possibilités d'acheminement par gazoducs et donc des coûts moindres, l'Europe devrait donc pouvoir gérer sa crise du gaz naturel de manière plus douce.

L'inquiétude des géologues porte néanmoins sur la surestimation des réserves de l'ex-Union soviétique (30 % selon Jean Laherrère) et le fait que l'Iran, 2ème réserve mondiale, projette d'injecter une partie de sa production de gaz dans ses gisements de pétrole pour en maintenir la pression.

Carte des gazoducs européens existants (en rouge) et proposés (en bleu)
Les pays grisés sont ceux concernés par le projet INOGATE, prioritaires pour le développement d'infrastructures de transport pour le gaz naturel. Source : INOGATE (Union Européenne), décembre 2003.

On constate donc la nécessité d'intégrer économiquement à l'Europe les pays des futurs corridors de passage du gaz naturel, à savoir essentiellement la Lettonie, l'Ukraine, la Biélorussie et la Turquie... [5] Il n'y a par ailleurs aucune raison pour que les richesses générées par cette future relation économique sortent de la « boucle continentale » qui va naturellement se mettre en place. Cela se ferait effectivement au détriment de tous ; producteurs, consommateurs et pays de transit.

Arthur Lepic

---

[1] « Future of Natural Gas Supply », par Jean Laherrère, ASPO, mai 2004.

[2] Voir « Les ombres du rapport Cheney » pour davantage d'informations sur Matt Simmons.

[3] « Simmons speaks with Darley on natural gas », *Global Public Media*, mai 2004.

[4] « La France fait échec à l'OTAN », par Arthur Lepic, *Voltaire*, 31 août 2004.

[5] Pour plus d'informations sur ces futurs corridors, allez sur www.inogate.org

Quelle Union européenne ?

Analyse

Saad Mohseni et Don Ritter de la Chambre de commerce américano-afghane protestent dans le *Washington Times* face à la difficulté de faire des affaires en Afghanistan. Non que la législation y soit anti-libérale, mais parce que l'État embryonnaire, les agences internationales et les ONG perturbent le marché naissant en subventionnant toutes sortes d'activités. Il convient donc de cesser ce socialisme et de privatiser le pays. Cependant, trois rédacteurs du rapport de l'ONU sur le développement humain de l'Afghanistan, Shahrbanou Tadjbakhsh, Daud Saba et Omar Zakhilwal, indiquent, dans *Le Monde*, que la difficulté principale que doivent affronter les Afghans, n'est pas le terrorisme, mais la pauvreté. Or, on ne peut développer un pays qui a été privé d'État pendant vingt ans en lui imposant les règles libérales élaborées pour les États industrialisés. Il faut réévaluer complètement la hiérarchie des besoins et y répondre de manière dirigée.

À la veille d'une audience que lui accorde le Président Bush, le Premier ministre irlandais, Bertie Ahern, rappelle dans le *Washington Post* qu'on ne peut parvenir à la paix dans l'île qu'en appliquant les accords signés, il y a sept ans, et approuvés par référendums. D'une manière générale, les choses ont avancé positivement et la condition de vie des gens s'est améliorée. Mais, la suite suppose à la fois un peu de souplesse de la part des unionistes et une véritable renonciation de l'IRA aux activités militaires.

Décidément l'Union européenne n'a pas le même sens pour tous : certains y voient un instrument pour prolonger la politique de George Bush au Grand-Moyen Orient, d'autres s'inquiètent au contraire qu'elle soit trop politique, d'autres encore, qui n'ont pas tout compris, déplore d'être tenu à l'écart du jeu.

La députée européenne Emma Bonino plaide dans *Le Figaro* pour que l'Union européenne s'engage dans le processus bushien de démocratisation du Grand Moyen-Orient. En effet, l'Europe serait une incarnation de la démocratie et le Grand Moyen-Orient serait en marche. Malheureusement l'enthousiasme de Mme Bonino se heurte aux faits : l'Union européenne compte aujourd'hui parmi ses membres un État qui réhabilite le nazisme, la Lettonie ; les élections en Irak occupé sont une farce ; celle en Palestine n'ont eu lieu qu'après que les candidats les plus populaires aient renoncé à se présenter ; enfin, au Liban, la « révolution des cèdres » est conduite par les phalangistes contre les démocrates alliés à la Syrie.

Le très « libéral » Vaclav Klaus, président de la République tchèque, dénonce dans le *Frankfürter Allgemeine Zeitung* l'évolution de l'Union européenne. Mais c'est pour déplorer qu'elle soit, ou tente d'être, une entité politique. Il préconise au contraire un élargissement sans approfondissement, de manière à en faire une vaste zone de libre-échange, ainsi que le souhaitent les Anglo-Saxons depuis toujours.

Le leader de la Plateforme civique polonaise, Jan Maria Rokita, proteste dans *Le Monde* contre la minoration de son pays dans les instances européennes. Les voix dont il devait disposer à l'issue du Traité de Nice seront réduites par le Traité constitutionnel. En outre, il est tenu à l'écart des décisions de politique étrangère. Ainsi, au sommet d'hier à Paris, seuls Vladimir V. Poutine, Gerhard Schröder et José-Luis Zapatero ont été invités par Jacques Chirac. On mesure soudain la naïveté du propos : en utilisant à l'achat d'avion de guerre US les crédits qui lui ont été attribués par la Commission européenne pour moderniser son agriculture, la Pologne a perdu toute crédibilité dans l'Union. En outre, en acceptant de gouverner une zone d'occupation en Irak, la Pologne a choisi son camp, celui des Anglo-Saxons. Dès lors, elle n'était pas la bienvenue à un mini-sommet dont le sujet principal était d'harmoniser les positions des quatre face à Washington et à Londres.

Les choses sont d'autant plus confuses que les frontières de l'Union ne sont pas vraiment définies et que l'Europe est instrumentalisée depuis sa création par les Atlantistes contre la Russie.

Dans *Gazeta SNG*, le nouveau président ukrainien, Viktor Yushchenko, liste dix problèmes que son pays a avec la Russie, notamment en matière d'immigration, sujet à propos duquel il refuse de tenir compte des liens familiaux entre les deux populations. Surtout, il annonce une possible remise en cause des accords signés par son prédécesseur et qui devaient aboutir à un marché commun avec la Russie, la Biélorussie et le Kazakhstan. En effet, il entend pousser son pays dans l'Union européenne et non pas l'engager vers l'Est. Il relève que, d'un point de vue économique, l'Ukraine est un corridor de transit du gaz. Elle tire d'autant plus de profits de ce transit qu'il est important, quel que soient les vendeurs et les acheteurs. En d'autres termes, l'Ukraine pourrait maintenir son niveau de vie en entrant dans l'Union européenne et en cessant tout partenariat avec la Russie.

Le président du Parlement monténégrin, Rnako Krivokapic, déclare dans une interview à *Die Presse*, qu'il est temps de traduire en droit la séparation de fait de son pays de la Serbie. Évidemment, cette exigence pose des questions en chaîne sur l'avenir des divers micro-États de la région et sur le statut du Kosovo.

Réseau Voltaire

Don Ritter, Saad Mohseni

Don Ritter est un ancien député états-unien Républicain (1979-1993) ayant régulièrement pris position dans les années 80 pour l'aide aux Afghans contre les Soviétiques. Il est président de l'Afghanistan - America Foundation. Il est conseiller de l'Afghan International Chamber of Commerce et vice-président de l'Afghan American Chamber of Commerce.

Saad Mohseni est directeur de Moby Capital Partners, un groupe médiatique contrôlant la radio ARMAN FM, la première radio privée afghane, et la télévision Tolo TV.

« Privatiser l'Afghanistan »

Source : Washington Times
Référence : « Privatizing Afghanistan », par Saad Mohseni et Don Ritter, *Washington Times*, 17 mars 2005.

La rapide transformation de l'Afghanistan en un État démocratique viable n'a rien d'un miracle. La communauté internationale, conduite par les États-Unis, a contribué à la reconstruction d'une nation en ruine pour en faire un pays avec un président élu, des médias libres, des affaires se développant, des investissements, des lois civiles et un système bancaire viable qui contribue au développement du secteur privé. Le gouvernement et les pays donateurs veulent construire une économie de marché, mais les ONG et les organisations humanitaires lui nuisent.

Le comportement du gouvernement afghan et des organisations internationales a un impact négatif pour cinq raisons :

- L'ONU et les ONG mettent en place des structures parallèles au privé qui nuisent à ce secteur.
- Les ONG créent un environnement non-concurrentiel. C'est particulièrement vrai dans le domaine des médias où la création de nouveaux médias financés par l'aide internationale nuit au développement d'un secteur marchand.
- Les ONG et les agences internationales attirent les meilleurs employés.
- Les traités signés par l'Afghanistan avantagent les ONG par rapport au privé.
- Le gouvernement afghan met en place des structures qui concurrencent le privé.

Il faut s'attaquer à ces problèmes, notamment en finançant directement le secteur privé sans passer par le gouvernement afghan.

Shahrbanou Tadjbakhsh, Daud Saba, Omar Zakhilwal

Professeur invitée à l'IEP de Paris, Shahrbanou Tadjbakhsh est la rédactrice en chef du Rapport national sur le développement humain en Afghanistan du Programme des Nations unies pour le développement.

« Pour les Afghans, la pauvreté est une menace plus redoutable que le terrorisme »

Source : Le Monde
Référence : « Pour les Afghans, la pauvreté est une menace plus redoutable que le terrorisme », par Shahrbanou Tadjbakhsh, Daud Saba et Omar Zakhilwal, *Le Monde*, 17 mars 2005.

L'Afghanistan est constamment sous les projecteurs de l'actualité en raison des

Géologue de formation , Daud Saba est l'un des auteurs du Rapport national sur le développement humain en Afghanistan du Programme des Nations unies pour le développement.

Économiste, Omar Zakhilwal est président du bureau des directeurs du Partnership Afghanistan Canada. Il était l'un des délégués à la Loya Jirga qui a désigné Hamid Karzaï. Il est l'un des auteurs du Rapport national sur le développement humain en Afghanistan du Programme des Nations unies pour le développement.

menaces qu'il peut représenter pour la communauté internationale. Toutefois, il est rare que l'on rappelle que les problèmes de ce pays touchent d'abord les Afghans eux-mêmes, et c'est ce à quoi s'est employé le Rapport national sur le développement humain en Afghanistan. Parrainé par la Banque mondiale et l'Agence canadienne de développement international, il révèle des résultats alarmants. Malgré une reprise économique, l'Afghanistan occupe la 174ième place sur 178 pays figurant au classement de l'indicateur du développement humain 2004.

Ces résultats ne signifient pas que les dirigeants actuels ont échoué, ils marquent la situation causée par le conflit et la longue vacance des institutions. Il faudra au moins une génération pour inverser la tendance. L'Afghanistan est en passe d'élaborer un nouveau programme de développement centré sur l'éradication de la pauvreté. Il doit éviter de reproduire les échecs de développement du passé : concentration dans les villes aux dépens des zones rurales, négligence des causes structurelles des inégalités, dépendance à l'égard des financements externes, absence de consultation avec les communautés et disparités dans la répartition des moyens entre les régions. Les maigres ressources disponibles devraient être distribuées avec équité pour lutter contre la corruption et assurer l'égalité des chances à tous. Les situations d'après-conflit présentent un défi pour le modèle de l'État et nous forcent à réfléchir sur la pertinence d'instaurer une économie libérale. Une économie qui se concentre sur l'amélioration du secteur privé comme moteur de la croissance, est-elle vraiment la plus appropriée pour garantir la mise en service et la distribution adéquate des biens publics les plus essentiels pour la sécurité humaine dans les situations d'après-conflit ? Lorsque le secteur public s'effondre, le privé ne saurait être le garant de cette responsabilité. Au contraire, il pourrait contribuer à creuser les écarts et à créer de nouvelles inégalités.

Ces funestes résultats ne devraient pas non plus être considérés comme la conséquence de l'insuffisance des fonds injectés dans le pays. Toutefois, il serait bon de davantage insister sur les besoins plutôt que sur l'offre de dons internationaux. Notre rapport met en garde contre le danger que représente un afflux important de capitaux avant la constitution de capacités d'absorption locales et d'institutions nationales, ce qui risque d'encourager la dépendance et la corruption.

Il est important de reconnaître que plus que la lutte contre le terrorisme, la vraie insécurité dont souffrent les Afghans est d'ordre économique. Nous ne nions pas les défis sécuritaires. Mais les priorités du gouvernement afghan devraient être l'emploi, la lutte contre la pauvreté écrasante et l'éradication des inégalités. Les intérêts sécuritaires des autres nations ne sont pas toujours dans l'intérêt propre des Afghans. Ce constat a été récemment vérifié lorsque le gouvernement états-unien a envisagé d'éradiquer la drogue en Afghanistan par la pulvérisation aérienne des récoltes. De telles solutions sont préjudiciables aux fermiers endettés et , rendant la drogue plus chere, ne font qu'enrichir les trafiquants. De même, il ne faut pas se concentrer exclusivement sur les « provinces voyous » qui continuent d'abriter Al Qaïda au détriment des autres. La focalisation exagérée sur un problème de sécurité déformé cache l'urgence de s'attaquer au sous-développement et la nécessité d'un processus politique de réconciliation nationale.

En Afghanistan, l'élection présidentielle a permis de rappeler qu'il faut, en premier lieu, rendre compte au peuple. Cela relève de la responsabilité du président Karzai et de ses alliés internationaux, qui ont fait du problème de

l'Afghanistan le problème du monde entier.

Bertie Ahern

Bertie Ahern est Premier ministre de la République d'Irlande.

« Paix en Irlande »

Source : Washington Post
Référence : « Peace in Ireland », par Bertie Ahern, *Washington Post*, 17 mars 2005.

Il y a sept ans, un accord fut signé entre les gouvernements irlandais et britannique et les partis politiques nord-irlandais. Cet accord a été approuvé par une immense majorité ds citoyens du Nord et du Sud lors de référendums. Son application représente donc la volonté démocratique du peuple irlandais et il reste la seule voie pour parvenir à la paix et à la réconciliation sur notre île.
Beaucoup de nos amis aux États-Unis ont été frustrés par les problèmes que pose l'application de ce traité et je partage cette frustration. Toutefois, je constate l'amélioration des conditions de vie en Irlande du Nord et je pense que les enfants des deux communautés peuvent espérer un meilleur futur.
Aujourd'hui, je vais rencontrer George W. Bush à la Maison-Blanche. Je profite de l'occasion pour le remercier lui et tous les États-uniens qui participent au processus de paix. Depuis 1998, nous voulons établir une gouvernement rassemblant nationalistes et unionistes et mettre fin aux activités paramilitaires. Cela passe par la lutte contre le trafic d'armes et le désarmement de l'IRA, une activité difficile à vérifier.
L'IRA poursuit ses activités criminelles. Elle a volé 50 millions de dollars à la Northern Bank de Belfast et a abattu Robert McCartney, un père de famille catholique. L'IRA a proposé, en réponse aux protestations suite à ce dernier crime, d'exécuter les responsables, mais la famille McCartney a rejeté cette offre grotesque. Ces évènements sont perturbants pour nous qui avions tout fait pour intégrer le Sinn Fein et l'IRA dans le processus démocratique.
Il fait revenir à l'accord de 1998. Il faut que les unionistes de Ian Paisley acceptent de travailler avec les autres groupes, mais avant tout l'IRA doit cesser ses activités militaires.

Emma Bonino

Ancienne commissaire européen, Emma Bonino est député européen italienne. Elle est membre du directoire de l'International Crisis Group et membre du Parti radical transnational, appelé à devenir prochainement le « Parti Radical Libéral Européen pour les États Unis d'Europe et d'Amérique, pour l'Organisation Mondiale de la Démocratie et des Démocraties ».

« Le défi de l'affirmation politique »

Source : Le Figaro
Référence : « Le défi de l'affirmation politique », par Emma Bonino, *Le Figaro*, 15 mars 2005.

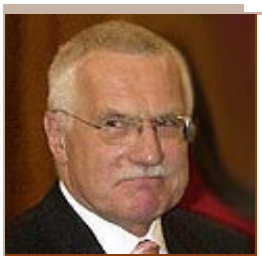
Aujourd'hui, si l'Union européenne est de loin la première puissance commerciale au monde, elle peine à se constituer comme un acteur politique crédible sur la scène internationale. La difficulté de l'Europe politique à s'affirmer est, en grande partie, due à la quasi-impossibilité, malgré les efforts du Haut Représentant, de dégager une politique étrangère et de sécurité commune à l'unanimité des 25 États membres. Forte d'une culture de négociation acquise à travers 50 ans de construction européenne, l'Union nourrit pourtant la prétention d'être un acteur déterminant de promotion de la démocratie et des Droits de l'homme dans le monde.

Les dirigeants européens ont beau jeu d'opposer à la vision américaine des relations internationales, fondée une surévaluation du facteur militaire dans la résolution des différends, la vision européenne, fondée sur la recherche du consensus et le règlement pacifique des conflits. Cette politique lui donnerait, dit-on, une certaine aura dans le monde. Toutefois derrière l'invocation du « soft power », se cache une inertie politique patente face aux grands défis du XXIème siècle, au premier rang desquels on trouve le terrorisme qui veut transformer notre modèle de société.

Le processus d'élargissement témoigne de la capacité de l'Union européenne à démocratiser des nations. Outre aux Balkans, qui demeurent un sérieux foyer d'instabilité, le nouveau défi que l'Europe doit affronter avec urgence est représenté par ses voisins de l'autre rive de la Méditerranée et du Moyen-Orient. J'y constate un processus de renaissance civile et l'actualité récente conforte ce diagnostic. Tout en étant consciente des contradictions inévitables et des contrecoups même violents tout à fait probables, il me paraît évident que le mur de la « peur » paralysante vient d'être brisé. L'Europe ne peut rester sourde à ce mouvement et elle doit l'aider en soutenant la société civile et surtout en négociant avec les pays partenaires des standards clairs et fermes de mise en œuvre de réforme politique réelle. Ce dernier point doit passer par les accords d'association bilatéraux euro-méditerranéens.

Plutôt que de cultiver un hypothétique conflit de civilisations, nous devrions soutenir avec fermeté les aspirations à la liberté et à la démocratie que nourrissent les millions de citoyens du monde arabe, tant lorsqu'elles parviennent à se manifester avec éclat que lorsqu'elles sont étouffées par la violence d'État. J'ai salué l'ouverture des négociations d'adhésion avec la Turquie comme une décision historique.

Vaclav Klaus



Vaclav Klaus est président de la République tchèque.

« J'ai peur pour l'Europe »

Source : Frankfurter Allgemeine Zeitung
Référence : « Ich habe Angst um Europa », par Vaclav Klaus, *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 15 mars 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

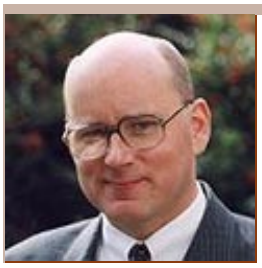
Je critique depuis longtemps le développement de l'Europe. Je n'ai rien de nouveau à dire au sujet de la constitution, c'est juste la partie émergée de l'iceberg. Je ne suis pas seulement pour la libre circulation des biens et services, mais aussi des hommes, des idées, des idéologies, par contre je suis contre la deuxième phase du processus d'intégration européenne. Je fais une distinction entre intégration et unification. Pour moi le passage de l'intégration à l'unification est lié à Jacques Delors et au traité de Maastricht, la constitution marque le début d'une nouvelle étape.

Le danger pour l'Europe, c'est de se détacher de la démocratie et de la liberté. La démocratie a besoin d'une base étatique, sinon nous sommes dans une post-démocratie et l'Union européenne est une institution post-démocratique. On parle d'étendre les compétences du Parlement européen pour combler ce déficit démocratique, mais pour le parlementarisme, il faut une unité populaire et je ne pense pas que ce soit pour bientôt. Le modèle états-unien ne convient pas non plus, les différences entre le Massachusetts et le Texas sont moins importantes qu'entre la Finlande et le Portugal, cela s'observe aussi au Parlement européen. La vieille idée socialiste, que nous connaissons bien ici, dit que plus la régulation par le haut est nécessaire, plus le système est compliqué. C'est par expérience que nous sommes contre le pilotage de l'économie par le haut. La constitution et ses instruments sont une mauvaise réponse aux problèmes liés à l'élargissement.

J'ai vraiment peur pour l'Europe, j'ai peur et c'est pour cela que je suis contre la ratification de la Constitution. Je pense que la plupart des Européens partagent mes peurs, malheureusement le débat est entre les mains d'européistes dont le destin est lié à celui de leur cause. Pour ces gens qui prennent le petit-déjeuner à Venise, le déjeuner à Dublin et le dîner à Stokholm, « l'insupportable légèreté de l'être » de Kundera prévaut : c'est un paradis qu'ils se doivent de protéger. Les gens normaux doivent être contre. Je souhaite que les Tchèques se prononcent par référendum car la constitution tchèque est sérieusement modifiée, de plus il y a un gouffre entre le peuple et la classe politique. En Allemagne, il n'y aura pas de référendum sur la constitution comme il n'y en avait pas eu pour l'euro car le résultat aurait été négatif. Quand on parle de déficit démocratique...sans commentaire.

Cette constitution est si vide et si mauvaise que ses défenseurs auront plus de mal à la défendre que ses adversaires à la critiquer. La comparaison des européistes comme Prodi avec le cycliste qui doit continuer à pédaler pour ne pas tomber est ridicule et inacceptable. Nous avons des centaines d'alternatives, il serait réaliste de geler la position actuelle. L'utopie est de revenir au stade de l'avant Maastricht, continuer par contre est impossible. La question de l'élargissement ne va pas sans celle de l'approfondissement. Je suis contre tout approfondissement et pour tous les élargissements : Turquie, Maroc, Ukraine, Kazakhstan, le plus sera le mieux.

Jan Maria Rokita



Ancien militant étudiant de Solidarnosc, élu député dès 1989, Jan Maria Rokita est le dirigeant du principal parti de centre droit polonais, la Plateforme civique (PO). Il s'oppose à la Constitution européenne accusée de réduire l'influence de la Pologne dans l'Union.

« La politique de l'UE vers l'Est manque de cohérence »

Source : Le Monde
Référence : « La politique de l'UE vers l'Est manque de cohérence », par Jan Maria Rokita, *Le Monde*, 17 mars 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

J'ai certaines réserves concernant le sommet à quatre entre l'Allemagne, la France, l'Espagne et la Russie. La politique de l'Union européenne vers l'Est est insuffisante. Elle manque de cohérence. Les pays européens mènent chacun individuellement leur politique à l'Est, mais pas l'Union en tant que telle. Pour nous, la condition *sine qua non* pour une politique extérieure de l'Union crédible est qu'elle ait une dimension orientale. La Pologne a un grand intérêt pour la politique extérieure européenne. Mais il faut qu'elle prenne en compte cette dimension. En outre, la Pologne aurait dû être invitée à participer à ce sommet.

Quand Javier Solana s'est prononcé en faveur de la révolution orange cela a été un geste fort. Le ministre européen des Affaires étrangères doit être fort en tant qu'institution et que personnalité. Plus il le sera, plus il y aura de chances d'avoir une politique extérieure européenne, et pas seulement des États à titre individuel. Il ne faut pas que ce ministre soit l'instrument de la politique française ou allemande.

Je considère que l'Union européenne fonctionne très bien avec le Traité de Nice. Le Traité constitutionnel diminue la place de la Pologne dans l'Union et je considère que la France a fait une erreur en renonçant elle-même dans la Constitution au principe de la parité des voix au sein du Conseil avec l'Allemagne. Dans l'avenir, le maintien de cette règle démographique va poser problème, surtout si l'on considère la perspective d'une adhésion de la Turquie. Il est difficile d'imaginer qu'elle puisse entrer dans l'Union sur cette base. Je ne peux pas croire que le peuple français l'accepte. Mon parti réfléchit donc à ce qu'il fera concernant ce traité si nous gagnons les prochaines élections législatives.

Viktor Yushchenko

Viktor Yushchenko est ancien Premier ministre d'Ukraine et dirigeant de l'opposition parlementaire. Il est candidat à l'élection présidentielle en Ukraine où il est le candidat favori de la National Endowment for Democracy.

« Dix problèmes pour Poutine »

Source : Gazeta SNG
Référence : « •••••• ••••••• ••• •••••• », par Viktor Yushchenko, *Gazeta SNG*, 17 mars 2005.
Ce texte est adapté d'une interview.

Lors de ma dernière visite à Moscou [1], nous nous sommes accordés avec Vladimir Poutine concernant la stratégie de relations communes pour 2005. Nous dressons une liste de dix points afin de les résoudre avant décembre. La nôtre devrait être prête pour le 19 mars. Nous avions abordés divers sujets : les frontières, les demandes de citoyenneté, la création d'un consortium international de transport du gaz. L'Ukraine est aussi intéressée par le développement du secteur des hautes technologies. L'accord sur les dix années passées qui comprenait 40 projets prioritaires est presque achevé, nous voulons en conclure un autre pour les dix années à venir.

Il y a un problème, c'est que Léonid Kuchma et Viktor Yanukovych avaient signé des accords sur l'entrée dans l'espace économique uni (EEU) (Russie, Biélorussie, Kazakhstan, Ukraine) dont je ne connais pas la nature. Un groupe a été formé pour procéder à l'analyse des documents. Nous considérons la Russie comme un partenaire stratégique, nos intérêts économiques et technico-militaires sont liés, mais les décisions concernant l'EEU doivent correspondre aux intérêts de l'Ukraine et ne pas bloquer son entrée dans l'Union européenne. Je ne signerai aucun document allant dans ce sens. Bien sur l'Ukraine soutient cette zone de libre-échange dans le cadre de l'EEU. Nous sommes un point stratégique pour le transit du gaz entre l'Est et l'Ouest. Le débit est ce qui compte le plus pour nous, la direction des tuyaux est secondaire.

Lors de ma visite en Allemagne, nous avions évoqué de nouveau l'idée d'un consortium trilatéral avec la Russie, un tel schéma dessert les intérêts du producteur, du consommateur et de celui qui assure le transit. L'Ukraine voudrait aussi que la Russie participe à la reconstruction de ses infrastructures gazières. Tout cela sera abordé concrètement avec Poutine, tout comme la délimitation et la démarcation des frontières et celles des détroits d'Azov et de Kertchensk. Les réadmissions posent aussi un sérieux problème. Chaque année 9 000 personnes traversent illégalement notre frontière et c'est aux Russes de prendre des mesures. L'assouplissement du régime des visas en Europe à notre égard en dépend.

[1] le 24 janvier

Ranko Krivokapic

Membre de la coalition au pouvoir, Ranko Krivokapic est président du Parlement Montenegrin et dirigeant du Parti Social-Démocrate (SDP).

« Nous avons souffert à cause de la Serbie »

Source : Die Presse
Référence : « Wir haben wegen Serbien gelitten », par Ranko Krivokapic, *Die Presse*, 15 mars 2005. Ce texte est adapté d'une interview.

Nous avons payé très cher le fait d'être restés avec la Serbie pendant quinze ans. Le référendum annoncé par Milo Djukanovic [1] pour 2006 arrive trop tard. La guerre et les conflits dans les Balkans n'étaient pas une décision des Monténégrins. Nous étions sous la domination de Milosevic, c'était sa décision. Plus nous nous éloignerons de la Serbie et mieux cela sera pour nous du point de vue économique et politique. Nous avons adopté le mark puis l'euro, nous sommes sur le point de rentrer dans l'OMC, nous avons toutes les fonctionnalités d'un État souverain, il ne nous manque que la reconnaissance internationale.

Officiellement, la Serbie et le Monténégro ont une politique étrangère et une politique de défense commune, mais dans les faits nous avons deux politiques complètement différentes. La Serbie refuse de collaborer avec le tribunal de La Haye par exemple. Les criminels de guerre y sont traités comme des héros ou des martyrs, on refuse de dire que ce sont ces gens là qui ont mené la Serbie dans une situation fâcheuse. Nous proposons de ne pas attendre le référendum pour reconnaître la séparation de nos deux pays, ensuite nous consulterons les Serbes et les Monténégrins pour confirmer cette évolution. En tous points de la nouvelle union, les quatre libertés fondamentales européennes doivent régner, pour les marchandises, les services, les personnes et les capitaux. La Macédoine et la Bosnie pourraient même participer bien que le Premier ministre serbe Vojislav Kostunica se soit prononcé contre.

La solution pour le Kosovo doit être trouvée conjointement par Belgrade, Pristina et le groupe de contact des Balkans dont l'Union européenne, les États-unis et la Russie font partie. Je peux quand même dire que l'on doit admettre en Serbie que le Kosovo est déjà *de facto* indépendant. La vraie question est de savoir si la Serbie veut réellement intégrer le Kosovo dans l'État, alors que les Albanais sont de plus en plus nombreux. Ils pourraient alors être amenés à accepter un jour un Premier ministre albanais à Belgrade. Le problème, c'est que l'élite serbe n'a pas le courage de voir la réalité en face.

---

[1] Premier ministre du Monténégro

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale.*Voltaire* est publié par les Éditions Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).
Directeur de la publication : Thierry Meyssan.
ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution.*Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.
Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 $; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 $; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zelande 2,99 $; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.
Abonnements
trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.
annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.
Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .